

Le pouvoir aux travailleurs

8 FÉVRIER 2025

N° 312

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Éditorial

LA CLASSE OUVRIÈRE DEVRA RENVERSER LA BOURGEOISIE !

Page 3-4

SINOHYDRO VOIE Y4 : UNE
EXPÉRIENCE QUI SERVIRA
POUR LES PROCHAINES
LUTTES

Page 5

ENCORE
UNE MESURE CONTRE LES
TRAVAILLEURS ET LES
POPULATIONS PAUVRES !

Page 7-8

RDC :
LES GRANDES PUISSANCES
RESPONSABLES DU CHAOS

Page 12

| | |
|--|---------|
| <u>ÉDITORIAL :</u> | |
| - LA CLASSE OUVRIÈRE DEVRA RENVERSER LA BOURGEOISIE !..... | 3 - 4 |
| <u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u> | |
| - SINOHYDRO VOIE Y4 : UNE EXPÉRIENCE QUI SERVIRA POUR LES PROCHAINES LUTTES..... | 5 |
| - ITC PK22 AUTOROUTE DU NORD : TROIS JOURS DE GREVE POUR SE FAIRE RESPECTER ! | 5 - 6 |
| <u>LEUR SOCIÉTÉ</u> | |
| - DÉLIVRANCE DE CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ DANS LE « FONCIER RURAL » : POURQUOI ÇA PATINE ?..... | 7 - 8 |
| - À BÉTTIÉ, LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET !..... | 8 |
| - ENCORE UNE MESURE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES POPULATIONS PAUVRES !..... | 8 |
| - « DISPARITION DE SEXE » À GAGNOA : UNE CROYANCE SURANNÉE !..... | 9 |
| - TRAFIC DE CACAO : PAS MOYEN DE L'ARRÊTER !..... | 9 - 10 |
| - QUI SONT LES VRAIS RESPONSABLES DE LA MENDICITÉ ?..... | 10 |
| - LES BLABLAS D'UN MINISTRE PARASITE !..... | 10 - 11 |
| - UN RICHE S'ADRESSE À SES PAIRS !..... | 11 |
| - CNPS : L'ARGENT DES RETRAITÉS DÉTOURNÉ ?..... | 11 |
| <u>DANS LE MONDE :</u> | |
| - RDC : LES GRANDES PUISSANCES RESPONSABLES DU CHAOS | 12 |

| |
|---|
| LA CLASSE OUVRIÈRE DEVRA RENVERSER LA BOURGEOISIE ! |
|---|

À l'approche de l'élection présidentielle qui se tiendra en octobre 2025, les dirigeants politiques et leurs clans respectifs sont entrés en compétition pour la course à la mangeoire gouvernementale. Ils alternent au pouvoir depuis 65 ans et donnent l'illusion d'un changement. La bourgeoisie dispose pour cela d'une palette de dirigeants politiques qui se succèdent au pouvoir et qu'elle peut renouveler au besoin de ses intérêts.

Alors, les hommes de paille de la bourgeoisie peuvent changer de temps à autre pour qu'elle puisse continuer à exploiter à sa guise l'ensemble des travailleurs et des petits paysans. Les riches continuent de s'enrichir pendant que les travailleurs et les populations pauvres s'appauvrissent au point que la misère et la précarité gagnent aujourd'hui de nombreux foyers de travailleurs.

Les différentes structures de l'État, à commencer par son gouvernement, son appareil de répression, son administration, ses tribunaux et autres institutions sont faits pour permettre à cette bourgeoisie de dominer la société, de lui permettre d'accéder à une main-d'œuvre salariée quasi servile et corvéable à merci.

Dans les usines et les chantiers, le salaire est aujourd'hui de 5000 Fr quand il ne descend pas jusqu'à 2500 Fr la journée, avec des conditions de travail de plus en plus dégradées ! Ainsi, par exemple, à l'huilerie Aya à Yopougon, l'ouvrier est tenu de fournir lui-même sa tenue de travail ainsi que ses équipements de protection, sous peine de se voir interdire l'entrée à l'usine. À Darling, une usine qui produit des mèches de cheveux synthétiques, le rendement exigé est tellement élevé que certains travailleurs sont obligés de venir avant l'heure le lendemain pour terminer la production de la veille. À Nutri, entreprise agro-alimentaire, les travailleurs sont réduits à la mendicité et à la courbette. Comme partout dans la zone industrielle, ils sont en grande majorité des journaliers soumis à une exploitation féroce. À Gandour, usine de cosmétiques, la situation des travailleurs est la même qu'à Darling, Aya et Nutri mais en plus, les travailleurs sont tenus de se tenir au pas cadencé, au sens propre du terme, encadrés par des vigiles armés. Ils sont ensuite fouillés à la sortie, comme si c'était eux les voleurs ! À Filtisac, les journaliers sont régulièrement jetés dehors et restent sans salaire durant plusieurs jours. Qu'importe aux actionnaires de cette entreprise si les ouvriers et leurs familles crèvent de faim durant cette période, du moment qu'ils engrangent un maximum de profits ! Ce ne sont là que quelques exemples d'entreprises qui ont pignon sur rue.

Nombreuses sont aussi les usines qui n'ont ni enseigne ni nom, dans la zone industrielle de Yopougon ou de Koumassi, où les travailleurs sont enfermés à double tour entre quatre murs comme des prisonniers. Pour un salaire journalier d'environ 3.000 francs, ils doivent souvent travailler durant dix heures, de jour comme de nuit,

dans des conditions de travail qui rappellent le début de la révolution industrielle en Europe, il y a de cela près de 200 ans !

C'est pour maintenir les travailleurs dans cet état de servilité que la bourgeoisie dispose d'une pléthore de forces de l'ordre prêtes à réprimer ceux-ci en cas de grève ou de révolte. Il en va de même de leur soi-disant « *justice* », plus prompte à envoyer un travailleur en prison après s'être vu accuser de vol de bouteilles d'huile ici, d'un bout de fer là, ou encore d'un flacon de produit cosmétique ailleurs. Des travailleurs écopent ainsi des peines de prison ferme à la demande de leurs exploiters ! Cette justice-là se moque bien de savoir que les travailleurs ainsi condamnés triment souvent depuis de nombreuses années comme journaliers pour enrichir les capitalistes, sans bénéficier d'un quelconque repos, ni d'un congé payé, ni d'aucune protection sociale ! Sans compter tous ceux qui sont mis à la porte après un « *accident de travail* », parce qu'incapables de travailler ; tous ceux aussi qui perdent leur vie au travail ou qui bousillent leur santé à force de respirer des produits nocifs dans leur lieu de travail. Pour cette société capitaliste, les travailleurs ne sont rien d'autre que des esclaves salariés dont l'existence n'est justifiée à leurs yeux que si elle sert à les enrichir.

Voilà quels intérêts servent les Gbagbo, les Ouattara, les Thiam et leurs sous-fifres quand ils parviennent au pouvoir. C'est pour diriger une telle société d'exploitation qu'ils sont candidats à la présidentielle ! Tout le reste de ce qu'ils disent n'est que bavardage, posture et tromperie !

Alors, les travailleurs ne doivent rien attendre, ni des élections à venir, ni d'aucun dirigeant politique. Ils ne peuvent compter que sur leur propre force collective pour changer leur sort. Cette force est colossale car ce sont les travailleurs qui font tourner toute l'économie et sans eux la société ne peut pas fonctionner ! Si les travailleurs prennent conscience de cette force qui est entre leurs mains, ils ont les moyens de prendre la direction de la société et de l'État, en les arrachant des mains de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi, toute lutte économique des travailleurs a aussi un caractère politique. Pour la mener à terme, les travailleurs ont besoin de construire une organisation communiste révolutionnaire internationaliste qui s'intègre à la lutte internationale des travailleurs dans la lutte contre la bourgeoisie à l'échelle de la planète.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SINOHYDRO VOIE Y4 : UNE EXPÉRIENCE QUI SERVIRA POUR LES PROCHAINES LUTTES

Travailleurs de Sinohydro en AG pendant la grève



Les travailleurs de Sinohydro qui construisent la voie Y4 ont marqué plusieurs arrêts de travail dans le mois de janvier pour

contraindre leur direction à respecter le salaire minimum en vigueur ainsi que pour exiger le paiement du rappel des salaires qui leur ont été volés durant toutes ces années.

C'est depuis le mois d'octobre 2024 qu'environ 300 travailleurs réclamaient déjà leur déclaration à la CNPS, le respect du salaire minimum, l'élection de délégués du personnel ainsi que le paiement des arriérés de salaire depuis plus de deux ans.

La direction a d'abord commencé par menacer les travailleurs de renvoi. Mais devant la mobilisation des travailleurs qui a continué à se renforcer, la direction a fini par présenter le 20 janvier dernier une évaluation du montant qu'elle doit aux travailleurs et qui se chiffre

à 84 millions de francs. Par contre, elle n'a pas dit un mot sur la date de paiement. De plus, elle a eu le culot de n'accepter de

payer que la moitié de cette somme. Mal lui en a pris car dès le lendemain (21 janvier) tout le chantier était paralysé. Des travailleurs sont restés massés devant le portail. L'employeur promet de payer 75% du montant mais sans fixer la date effective du paiement. Les travailleurs ont alors tenu une assemblée générale et ont décidé d'envoyer leurs délégués à la direction pour exiger une date de paiement dûment écrite sur un procès-verbal. C'est quand tout cela fut finalisé que les travailleurs ont décidé de reprendre le travail le lendemain 22 janvier.

Finalement, le paiement a été effectué. Les travailleurs savent maintenant comment ils devront procéder à l'avenir pour exiger leurs dus !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ITC PK22 AUTOROUTE DU NORD : TROIS JOURS DE GRÈVE POUR SE FAIRE RESPECTER !

ITC est une usine de fabrication de fer à béton, située dans la nouvelle zone industrielle sur l'autoroute du Nord au PK22. Les ouvriers de cette petite unité se sont mis en grève pendant trois jours pour réclamer de meilleures conditions de travail.

Leur travail consiste à transformer des rouleaux de fer en barre de fer à béton et des plaques de fer en tôles ondulées. Tout ce travail s'effectue dans des conditions difficiles, sans chaussures de sécurité, ni gants, ni de tenues appropriées pour ce travail. Les travailleurs effectuent 11 heures de travail le jour et 13 heures la nuit, pour un salaire journalier de 3500F à 4000F.

C'est pour faire face à cette situation que les travailleurs ont commencé à s'organiser depuis le mois de novembre 2024. Ils ont adressé toute une liste de revendications à la direction de l'entreprise. N'ayant reçu aucune suite, ils ont déposé un préavis de grève. C'est ainsi que lors d'une rencontre qui s'est tenue le 16 décembre, la direction a promis de respecter le paiement du salaire minimum ainsi que les autres points contenus dans la liste des revendications, à partir de janvier 2025. Mais les travailleurs vont très vite se rendre compte que sans un rapport de forces, un exploitateur n'est pas tenu de respecter sa parole. En effet, il a aussitôt commencé à licencier les anciens travailleurs pour les

remplacer par des nouveaux. Mais il a appris à ses dépens que sa stratégie n'a pas été payante puisque c'est cela qui a mis le feu aux poudres.

Les travailleurs se sont mis en grève et la direction a aussitôt fait intervenir la police qui a embarqué quelques travailleurs qu'elle a libérés par la suite. Cela n'a pas découragé les travailleurs puisque dès le lendemain, la grève a paralysé les deux usines. Cette fois-ci, il y avait plusieurs unités de police telles que la compagnie GMI, les éléments de CCDO et la gendarmerie d'Anyama. Après les explications données par les travailleurs, ils ont tous rebroussé chemin.

La direction a accepté finalement de passer le salaire à 5096F mais au lieu des 8 heures de travail, elle a exigé que les travailleurs continuent d'effectuer entre 11 heures et 13 heures par jour. Les travailleurs ont refusé et la grève a continué le mercredi matin. Du coup, la direction a recruté de nouveaux travailleurs pour contrer les grévistes. Sauf que ces nouveaux venus ont été vite délogés par les grévistes. Pour finir, la direction accepta l'application des 8 heures de travail pour un salaire de 5096 F par jour.

Les travailleurs ont repris le travail avec un sentiment de fierté. Mais ils savent qu'ils devront garder le bâton en main et maintenir leur organisation pour l'avenir.

L E U R S O C I E T E

DÉLIVRANCE DE CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ DANS LE « FONCIER RURAL » : POURQUOI CA PATINE ?

Les capitalistes de l'agrobusiness sont très intéressés à exploiter à grande échelle dans l'agriculture en Côte d'Ivoire. La terre ne manque pas et le climat est très favorable à certaines cultures à l'échelle industrielle. Le seul hic pour ces capitalistes, c'est qu'ils ne peuvent pas se hasarder à investir leurs capitaux alors que le foncier rural en Côte d'Ivoire n'est pas sécurisé du fait que les propriétaires terriens disposent très rarement d'un titre foncier en bonne et due forme leur permettant d'attester officiellement leur propriété et donc de le vendre sans risque de contestation pour l'acquéreur.

C'est dans ce sens que la Côte d'Ivoire s'est engagée depuis 25 ans à mettre en place des lois et des structures dont l'objectif est de permettre aux propriétaires de terre d'acquérir un « *certificat foncier* ». Cependant, cette légalisation de la propriété foncière n'a pas avancé. La « *Banque mondiale* » s'est engagée depuis une dizaine d'année à financer cette opération. Une agence du foncier rural a été mise en place à cet effet, mais au bout du compte, elle n'a réussi à produire que 50.000 certificats fonciers alors que l'objectif fixé pour 2029 est de 500 000 certificats.

La lenteur de l'opération n'est pas seulement d'ordre financier. Pour passer d'une gestion coutumière de la propriété terrienne à une gestion purement capitaliste, il y a de nombreux problèmes qui s'avèrent insurmontables. Par exemple, ceux qui cultivent la terre en Côte d'Ivoire en sont propriétaires de fait, même s'ils ne possèdent pas de titre

officiel tamponnés par l'État. Rappelons qu'en son temps Houphouët Boigny, lorsqu'il avait besoin de défricher les forêts pour faire des plantations de café et de cacao, avait déclaré que la terre appartient à celui qui la met en valeur. Les populations d'agriculteurs sont venues cultiver ces terres. Certaines sont locales, d'autres viennent de l'intérieur du pays ou des pays frontaliers et y sont depuis de très nombreuses années.

Alors, formaliser cette propriété devient du même coup une question explosive, surtout quand on sait que cette question a déjà été à la source de la violence qui a fait des milliers de morts à la fin des années 90 et même encore au début des années 2000. Elle est devenue encore plus explosive aujourd'hui du fait de la montée du chômage dans le pays et aussi à cause du prix du foncier qui a pris de la valeur. Cette question de terre est souvent utilisée par des politiciens, notamment en période électorale, pour opposer les populations les unes aux autres. Cela s'est traduit plusieurs fois par des conflits ethniques et xénophobes graves.

La volonté du gouvernement poussé par les capitalistes de la finance et de l'agrobusiness, risque une nouvelle fois de mettre le feu aux poudres et de provoquer un nouveau bain de sang. Les seuls qui sont capables de mettre ces capitalistes une fois pour toute hors d'état de nuire ce sont les travailleurs et les petits paysans car ils sont exploités, volés et opprimés par ces mêmes ennemis.

L E U R S O C I E T E

À BÉTTIÉ, LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET !

Au mois de janvier, la petite ville de Béttié, située à l'est du pays, non loin d'Abidjan, a été le théâtre d'un violent affrontement opposant les habitants à la gendarmerie de cette ville. Cette explosion de colère fait suite au ras-le-bol de la population face à la multiplication des barrages de gendarmes, au racket dont ils sont victimes ainsi que la violence exercée par les forces de l'ordre.

Les personnes se rendant dans leurs champs à moto sont systématiquement rançonnées. Cette situation a occasionné de nombreuses plaintes auprès des autorités de la région mais celles-ci ont préféré fermer les yeux.

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que deux jeunes ayant refusé de

payer les sommes exigées ont été violemment passés à tabac par les forces de l'ordre et ils ont dû être évacués à l'hôpital. La rumeur annonçant la mort de l'un d'entre eux a été la goutte d'eau de trop. La population s'est dirigée vers la gendarmerie pour en découdre. Les gendarmes ont alors pris leurs jambes à leur cou et leur bâtiment a été incendié par les manifestants.

Les autorités ont fait venir des renforts de plusieurs villes alentours, un couvre-feu a été instauré, plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées et jetées en prison.

Quoique ces autorités fassent, tant que le racket persistera il y aura de nouvelles explosions de colère !

ENCORE UNE MESURE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES POPULATIONS PAUVRES !

Le district d'Abidjan a décidé d'interdire aux gbakas de stationner sur le boulevard VGE pour embarquer ou faire descendre des passagers.

Ce boulevard est l'une des principales artères de la ville d'Abidjan. Les travailleurs habitant des quartiers périphériques, comme Gonzagueville, Jean-Folly, Derrière Wharf ou encore Koumassi, empruntent cette voie en Gbaka pour se rendre au travail. Interdire tout stationnement sur cette artère aux transports en commun, c'est carrément empêcher les travailleurs d'aller au travail puisque les bus sont insuffisants pour assurer le transport. Mais qu'importe pour ces autorités qui ne ratent aucune occasion pour afficher tout leur mépris envers les pauvres.

Pour appliquer cette mesure scélérate, des agents de la police du

district sont postés tout le long de la voie. Les gbakas pris en flagrant délit risquent une mise en fourrière durant deux semaines ainsi qu'une amende de 300.000 Fr.

Cette situation a occasionné une colère des usagers, mais aussi des chauffeurs qui vivent de cette activité. Les chauffeurs ont manifesté avec des bandeaux rouges sur la tête et ont réclamé des espaces de stationnement, l'amélioration de leurs conditions de travail, la dissolution des mafias qui les rançonnent ainsi que la fin des rackets des forces de l'ordre.

Face à cette grogne qui prenait de l'ampleur, les autorités ont provisoirement retiré cette mesure complètement impopulaire.

L E U R S O C I E T E

« DISPARITION DE SEXE » À GAGNOA : UNE CROYANCE SURANNÉE !

À Gagnoa, il y a environ un mois, un jeune homme de 15 ans s'est présenté dans un commissariat de la ville pour porter plainte en prétendant qu'il a « perdu » son sexe, son portable et ses économies « après avoir salué un sexagénaire au marché ». Conduit au Centre Hospitalier Régional (CHR) de Gagnoa, le médecin de service a confirmé dans son rapport l'absence du sexe du plaignant. Les policiers de la ville ont ouvert une enquête et se sont mis à la recherche de la personne soupçonnée d'être l'auteur de ces faits sur l'adolescent.

La rumeur s'est répandue dans la ville en créant un vent de panique. Des parents ont empêché leurs enfants de se rendre à l'école de peur qu'ils ne subissent le même sort. Mais très vite les enquêtes de police dans le voisinage du jeune homme vont révéler une supercherie. L'ado n'a pas « perdu » son sexe mystérieusement comme il le prétendait, mais c'était dû à une intervention chirurgicale qui lui a sauvé la vie suite à un accident de voiture en 2019. Son sexe ayant été broyé, le chirurgien a été obligé de le couper et de mettre une sonde urinaire. Le jeune adolescent a donc inventé cette histoire de sorcellerie pour attirer le regard des autorités pour qu'on lui change sa sonde urinaire.

Si l'accès aux soins médicaux pour la population pauvre, était gratuit et encouragé par l'État, cet adolescent n'aurait peut-être pas eu besoin d'inventer toute cette histoire pour attirer l'attention des autorités sur son cas. Mais si ce genre d'histoire à dormir debout prospère dans ce pays c'est aussi à cause de l'obscurantisme entretenu par ceux qui dirigent ce pays car cela arrange tous ceux qui veulent perpétuer cette société d'oppression et d'exploitation. Le médecin qui a constaté la « disparition du sexe », n'est pas seulement un incompetent mais un fieffé charlatan. Son diagnostic est altéré par ses préjugés et ses croyances moyenâgeuses au lieu d'être éclairées par les années d'apprentissage et de formation à la faculté de médecine. Il en est de même pour les officiers de police qui ont cru à ce genre d'absurdité. Les journaux qui se sont emparés de l'histoire en y ajoutant leur grain de sel pour lui donner du crédit, sont aussi coupables parce qu'ils font partie de ceux qui entretiennent et propagent des idées réactionnaires et sordides.

Il n'y pas de « mystère africain », ce genre de croyances permet à la bourgeoisie de maintenir les masses pauvres dans l'ignorance et l'obscurantisme pendant qu'elle s'enrichit sur leur dos.

TRAFIC DE CACAO : PAS MOYEN DE L'ARRÊTER !

L'État ivoirien se plaint que le cacao soit acheminé clandestinement vers des pays frontaliers. Ce trafic a toujours existé, mais c'est son ampleur

qui inquiète les autorités. La quantité de cacao exportée en contrebande vers l'ouest de la Côte d'Ivoire est estimée à environ 150 000 tonnes et aurait généré

L E U R S O C I E T E

plus de 150 milliards de francs Cfa de revenu. C'est dire que les trafiquants ont largement de quoi mouiller la barbe des autorités administratives et sécuritaires de la zone et même au-delà !

Ce qui préoccupe les dirigeants à Abidjan c'est surtout le manque à gagner que ce trafic génère dans les caisses de l'État, c'est-à-dire dans leur garde-manger. Ils ont donc décidé que ce trafic sera désormais considéré comme un « crime économique » et pour le combattre, l'État a mobilisé près de 800 membres des forces de l'ordre. Il a aussi fait un petit nettoyage au sein des autorités administratives et sécuritaires de la ville de Sipilou, située à la frontière avec la

Guinée et une des portes de sortie du cacao. Ainsi, le préfet, le commissaire de police, les commandants de douane et de gendarmerie de cette ville ont été démis de leur fonction pour connivence avec les trafiquants.

Ce ne sont pas les discours du gouvernement sur « l'amour de la patrie » et le prétendu « intérêt du pays », ni même les menaces de répression qui mettront fin à ce trafic lucratif. Comme la concurrence, la guerre commerciale, les rapines et les trafics en tous genres font partie du fonctionnement « normal » du système capitaliste ; il s'est même bâti sur toutes ces pratiques pour dominer sur la planète entière.

QUI SONT LES VRAIS RESPONSABLES DE LA MENDICITÉ ?

À quelques mois des élections présidentielles, la police a entrepris de traquer les mendiants dans la ville d'Abidjan. C'est écœurant de voir les policiers faire des patrouilles pour embarquer et souvent de force, des handicapés et des vieilles personnes qui essaient de survivre grâce à l'aumône.

Les riches et les hommes politiques

à leurs services créent et entretiennent la misère mais ils ne supportent pas sa vue et son étalage au grand jour. Cette opération de traque ne peut pas mettre fin à la mendicité, elle a pour seul but de dissuader les mendiants de venir exposer leur misère sur les grandes artères. Alors, à défaut de combattre la pauvreté, les dirigeants de ce pays combattent les pauvres. C'est ignoble !

LES BLABLAS D'UN MINISTRE PARASITE !

Dans le gouvernement, il y a un « ministre de l'Emploi et de la Protection sociale », un de plus pour nous raconter des salades. Et voici ce qu'il dit : « 9 emplois sur 10 en Côte d'Ivoire sont dans l'informel... sans protection sociale et avec une faible rémunération ». Oh la belle découverte ! Mais ce qu'il ne dit pas

c'est que ceux qui travaillent dans le secteur dit formel ne sont pas mieux lotis comme il veut faire croire. S'il veut des exemples d'entreprises bien connues où les conditions des travailleurs ressemblent de plus en plus à ceux du secteur informel, voici quelques fleurons : Filtisac, Gandour, Nutri, Aya, Darling,

L E U R S O C I E T E

etc. Elles sont peut-être « formelles » aux yeux de ce ministre mais les travailleurs y sont payés carrément au lance-pierre, corvéables à merci et sans aucune protection sociale.

À vrai dire, voilà encore un ministre

en cravate, un parasite de plus, dont la fonction consiste à servir les intérêts bourgeois et à amuser la galerie. Lui, en tout cas, ne risque pas de mourir de faim ou d'épuisement au travail !

UN RICHE S'ADRESSE À SES PAIRS !

Lors d'un discours, le potentiel candidat du PDCI, Tidjane Thiam, a annoncé que s'il était élu, il ferait de certains capitalistes des milliardaires en dollars. Quant aux travailleurs qui

trimeront pour ces milliardaires, il n'en a rien dit. Il en fera peut-être des gueux, puisque ces milliards ne peuvent provenir que d'une exploitation féroce des travailleurs !

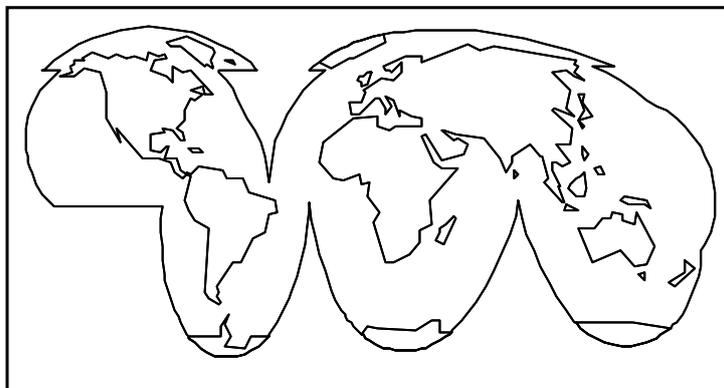
CNPS : L'ARGENT DES RETRAITÉS DÉTOURNÉ ?

À la faveur de la cérémonie de présentation de vœux à la Direction Générale, le directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (Cnps) s'est vanté d'avoir un excédent de « 225 milliards » dans ses caisses !

C'est un scandale quand on sait

que la grande majorité des retraités doivent vivre avec une pension misérable versée par la Cnps, après toute une vie de dur labeur. C'est argent appartient de plein droit aux retraités qui devraient logiquement être les bénéficiaires.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Nous reprenons ci-dessous de larges extraits d'un article paru en France dans l'hebdomadaire N° 2949 de nos camarades de Lutte Ouvrière, daté du 7 février.

RDC : LES GRANDES PUISSANCES RESPONSABLES DU CHAOS



Depuis le 27 janvier, en République démocratique du Congo (RDC), le groupe armé M23 s'est emparé de la ville de Goma et, alors que des millions de réfugiés sont menacés par la faim, la guerre ou le choléra, les diplomates occidentaux s'agitent. Se prévalant d'un « *consensus général sur la nécessité de parvenir à faire cesser les hostilités* » (...). La France est une des premières responsables du chaos qui ensanglante depuis 30 ans la région Est de la RDC, suite au génocide des Tutsis au Rwanda. En 1994, le régime génocidaire hutu fut soutenu jusqu'au bout par la France, présidée par le socialiste Mitterrand. L'impérialisme français craignait alors d'être supplanté par ses rivaux anglo-américains qui appuyaient, eux, le Front patriotique rwandais de Paul Kagamé. Battues après avoir massacré un million de Tutsis, les troupes génocidaires rwandaises passèrent avec leurs armes au Zaïre, l'actuelle RDC, se fondant dans la masse des centaines de milliers de civils qui fuyaient les massacres. Ce fut alors le Zaïre qui bascula dans des guerres, qui depuis n'ont jamais cessé.

(...) Le M23, surtout composé de Tutsis congolais, est l'héritier d'une milice créée contre les extrémistes hutus venus du Rwanda. (...) Aujourd'hui, ces conflits entre bandes armées explosent sur fond d'une course effrénée pour le contrôle des minerais, et ils s'en nourrissent. Le cuivre et le cobalt du Katanga enrichissent des entreprises

chinoises et surtout le trust anglo-suisse Glencore. Une filiale du français Bouygues exploite une des plus grandes mines d'or du continent, propriété de BarrickGold et Anglo-Gold dans le Nord-Est de la RDC. Des affairistes belges ou anglais contrôlent l'exportation du coltan, du tungstène et de l'étain, que des creuseurs misérables extraient avec des barres à mine et des pioches, dans des mines contrôlées par les milices. Ces minerais partent vers les fonderies d'Asie et alimentent les chaînes d'approvisionnement des géants Apple, Motorola, Samsung, Dassault ou Thales. Ce pillage nourrit leurs profits et maintient la région dans le sous-développement. En 2022, Glencore affichait 17 milliards de dollars de profits, l'équivalent du budget de l'État congolais. Les rivalités entre les puissances impérialistes, entre leurs groupes financiers pour le contrôle des richesses du continent africain nourrissent les conflits et sèment le chaos. La barbarie n'est pas une tare congénitale de l'Afrique : elle est un produit d'exportation impérialiste, au même titre que le fusil d'assaut et le lance-roquette.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.